



LA FLAMME

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

N° 508 du
Vendredi
30 Juin
2023

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

ISSN 1607-3266 La Flamme (Cotonou) 01 BP 2582 RP COTONOU (Rép. Bénin) Tel: 97263620 Facebook : La Flamme Siteweb: www.la-flamme.org

Dépôt légal N° 508

Abonnements : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

Abonnements de soutien : A partir de 400 FCFA / Parution

Succession de révélations de scandales financiers sous la Rupture

Indicateurs de la pourriture du pouvoir de Patrice Talon

Page 2

Difficultés autour de la célébration
de la Fête de la tabaski 2023

Expression concrète de la vie chère

Page 3

Encore à propos des agissements du Préfet Christophe MEGBEDJI

Les dénonciations continuent



Page 4

Manifestation des populations de Parakaou face aux zèles de la Police

Adresse de l'Association Zem Sûrs aux Zémidjans et à la population

Page 4

Page Inter

Sommet de Paris sur le nouveau pacte financier

Vaines tentatives pour sauver un système moribond

Page 5

EDITORIAL

Le peuple a faim et les hommes au pouvoir pillent

Ces derniers temps, il y a une profusion de scandales qui éclatent de tous les cercles les plus fermés du pouvoir de Talon. Des journaux révèlent que le directeur national des Marchés publics, des responsables du Comité national de Lutte contre le Sida, Comité longtemps resté sous la tutelle directe de la Présidence de la République, les cadres expatriés de la SBEE tant vantés par Talon pour leur "compétence éprouvée", des cadres de la HACCC, etc. sont poursuivis pour des prévarications pour ne pas dire détournements de deniers publics. Ceci vient s'ajouter aux révélations de trafics de drogue dont le Bénin serait l'une des plates-formes. Le pouvoir de Talon, complètement submergé, se démène devant l'étalement du pillage pendant que le peuple est plongé dans la misère avec la flambée exacerbée du coût de la vie.

Les épouvantails comme la Criet, cette cour d'exception et de règlement de compte, montrent leur limite. Car la lutte véritable et efficace contre la corruption exige deux conditions auxquelles le pouvoir de Talon est l'exact opposé : la probité des dirigeants au sommet pour servir de modèles et le pouvoir de contrôle dévolu aux citoyens et aux travailleurs, producteurs des richesses à la base. Les tribunaux ne peuvent dire le droit que dans ces conditions.

Tout le monde sait que Patrice Talon est disqualifié pour lutter contre la corruption. Sa fortune est basée sur le pillage des ressources de l'Etat. Ensuite, sa gouvernance ne reconnaît pas le contrôle populaire de la gestion du bien public par les citoyens, les travailleurs et les usagers. Au contraire, la gouvernance de dictature autocratique ainsi que l'opacité totale dans la gestion constituent des boulevards pour le pillage impuni des ressources et les trafics de toutes sortes par les dignitaires au sommet de l'Etat. Les scandales qui éclatent étalent ce que tout le monde vit : le peuple a faim, le pouvoir de Talon pille.

La Rédaction

ACTUALITE POLITIQUE

Révélation successive de scandales financiers sous la Rupture

Indicateurs de la pourriture du pouvoir de Patrice Talon

Au Bénin, de nouveaux scandales à la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) et au Conseil National de Lutte contre le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme, les hépatites, les infections sexuellement transmissibles et les épidémies (CNLS-TP) occupent l'opinion et suscitent l'indignation générale. En effet, « Il a été retrouvé selon des sources très crédibles, plus de 300 millions au domicile de la Prmp qui n'a fait que 08 mois à son poste... Le Dt lui en dehors

de ce qu'il pourrait avoir en banque, dormait aussi à la maison avec plus de 100 millions sous son lit », lit-on dans la parution du 27 juin 2023 du journal Le Béninois Libéré (l'une des voix officieuses du pouvoir dit de la rupture). Par ailleurs, selon une enquête de la Brigade Economique et Financière (BEF), 60 millions francs CFA ont été détournés dans une affaire dite de fraude suite à l'attribution et l'exécution d'un marché public au CNLS-TP. Des journaux parlent des détournements à la Haute Autorité de l'Audio-visuel et de la Communication.

En ce qui concerne le scandale à la SBEE, les auteurs (des expatriés avec qui le Chef de l'Etat a lui-même signé un contrat pour être parachutés à leurs différents postes à la Direction Générale de la SBEE) sont jusque-là en cabale et sans nouvelles avec les millions détournés.

Au sujet des détournements de fonds au Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose, le paludisme, les hépatites, les infections sexuellement transmissibles et les épidémies, une dizaine de cadres de l'Administration du Ministère de l'Economie et des Finances sont directement impliqués. Il s'agit notamment de Monsieur Éric Georges Yétongnon, Directeur National de la Commission des Marchés Publics (DNCMP), et sa collaboratrice ainsi que sept autres personnes de l'administration publique.

La particularité des nouveaux scandales, c'est qu'ils se déroulent dans des structures sous l'autorité du Président de la République jusque-là (cas du CNLS-TP jusqu'il y a un an) ou dans des structures où les dirigeants ont été choisis à l'extérieur avec des qualificatifs de grande compétence en gestion. Il en a été ainsi de la SBEE dont les cadres expatriés mis en cause seraient maintenant en cavale, comme il avait été question du Port Autonome avec des expatriés belges. Ainsi donc, c'est la responsabilité directe du Chef de l'Etat qui est appelée. Cela signifie que face aux scandales en cours, les auteurs et ou commanditaires doivent être aussi recherchés jusqu'au sommet de l'appareil d'Etat. Dans tous les cas, c'est désormais connu de tout le monde que les arrestations sur fond de tapage médiatique ne sont que des manœuvres du pouvoir et ses thuriféraires pour distraire et brouiller les pistes comme ils en ont d'ailleurs l'habitude.

Ce qui est clair, ces nouveaux scandales révélés ces derniers temps ne viennent qu'allonger la liste de la kyrielle d'autres crimes financiers enregistrés depuis l'avènement de ce régime dit de la rupture :

- 1- Scandale des 40 milliards de FCFA pris directement dans les caisses de l'Etat pour dit-on « rembourser les dettes de l'Etat béninois vis-à-vis de Patrice Talon et ses société-SODECO et autres (in LNT) » ; c'était en l'espace de trois mois après l'installation du 1^{er} gouvernement en 2016 ;
- 2- Détournement de 4,5 milliards de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS) en 2017. Le responsable syndical qui a exigé la lumière sur ce crime a été arbitrairement sanctionné ;
- 3- Plus de 4 milliards de FCFA détournés à la SBEE en 2017 ;
- 4- Détournement de 28 millions à la Compagnie Béninoise de Navigation Maritime (COBENAM), en 2018 ;
- 5- Les parodies de procès entre 2017, 2018 et 2019 avec des non lieux prononcés et l'impunité des auteurs des scandales dits PPEA2, siège de l'Assemblée Nationale, Scandale Politico-financier DANGNIVO, ICC/Service, etc. aujourd'hui tapis au sein du pouvoir de la rupture ;
- 6- La surfacturation à plus d'un milliard de FCFA suite à l'acquisition de 23 véhicules pick-up, de 84 motos

d'intervention et d'un lot de pièces de rechange au profit du Ministère du Cadre de Vie, en 2018 ;

7- En 2020, près de 40 milliards FCFA ont disparu des caveaux et coffre-fort à la Direction Générale des Impôts, révélations faite suite à l'affaire dite Carlos Adonhouannon (régisseur des impôts au moment des faits) ;

8- En 2021 : 13,6 milliards FCFA détournés à l'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANATT) et 140 millions francs CFA détournés à la mutuelle du Port autonome de Cotonou ;

9- Scandale à la SIRAT (Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire) avec le dégagement « en douceur » du DG ;

10- Comptes flous révélés par la Cour des Comptes à propos de plus de 285 milliards des fonds destinés à la lutte contre le COVID-19 ;

11- Etc.

Mais en réalité, ces scandales évoqués ne représentent juste que la fumée qui se dégage du brasier de la gestion clanique du pouvoir en place. Pour connaître le vrai visage des scandales financiers au Bénin, il faut aller voir de près ce qui se joue au sommet. De toutes les façons, personne ne peut dire exactement combien coûtent les salaires politiques (les membres du Gouvernement et le Chef de l'Etat lui-même). A combien s'évaluent les biens du Président Patrice TALON au moment où il prenait le pouvoir, et qu'en est-il à présent ? Personne ne saurait le dire. Allons-y comprendre donc ce qui motive cette opacité et le mythe entretenus autour de la personne de ce Président avec des qualificatifs de dirigeant rigoureux, audacieux...

Au nom de quelle rigueur et audace, un Président de la République refuse-t-il de déclarer ses biens, son salaire et celui de ses ministres ? Tout le monde sait que la fortune du président repose sur les marchés et secteurs d'Etat attribués à coups de décrets et de transformation de secteurs stratégiques publics en monopoles privés. S'il y a une rigueur et une audace qui le caractérisent, c'est bien sa rage de piller et de torturer son peuple. Depuis son avènement, le pouvoir de Patrice TALON ne fait qu'accabler le peuple avec des taxes et impôts injustes. Le prix du Kw/h a été augmenté au niveau de l'électricité et nous voici en face des preuves de détournements de ces fonds qu'on oblige le contribuable à payer. Les frais de communication électronique ont été augmentés, de même que les tarifs des ponts et péages outre mesure. On a institué des taxes jusque sur les grossesses. Partout dans le pays, les paysans sont traqués jusque dans leurs antichambres juste pour qu'on leur achète moins cher leurs produits. Tout coûte cher dans le pays à cause des impôts et taxes injustes. Et pour se dédouaner et couvrir leurs forfaitures, le pouvoir et ses suppôts mentent aux populations que c'est avec les impôts qu'ils font construire les routes et autres infrastructures sociocommunitaires. Par rapport aux marchés publics par exemple, ils ont brouillé toutes les pistes et voies d'accès aux informations. Le journal des Marchés Publics n'existe plus. Ainsi donc, personne ne sait aujourd'hui combien coûtent au contribuable béninois les grands travaux (route des pêches, le boulevard de la Marina, la statue d'Agodjié, le monument aux morts, etc.) Or, c'est connu de tout le monde que c'est par des prêts qui endettent le pays sur plusieurs générations qu'ils ont ouvert ces chantiers autour desquels ils entretiennent d'ailleurs

une opacité, les mensonges d'Etat pour mieux couvrir les détournements et les pillages.

La profusion des scandales qui éclatent indiquent que pendant que Patrice TALON et ses hommes pillent, le peuple vit dans la misère. Le peuple souffre le martyr.

La pourriture du pouvoir dit de la rupture que dirige Patrice Talon se révèle de jour en jour avec toute sa puanteur.

Brieux

Difficultés autour de la célébration de la Tabaski : expression concrète de la vie chère

Le Mercredi 28 juin 2023, la communauté musulmane à travers le monde a célébré comme d'habitude l'Aid el Kebir, fête de la Tabaski. Au Bénin, pour tout bon observateur, cette fête a eu lieu dans une résignation générale. Et pour cause ! Les moutons qui constituent le noyau essentiel de cette fête ont connu une hausse considérable des prix comparativement aux années écoulées. Une flambée de prix qui a pesé lourdement dans la balance de la joie et de l'ambiance que l'on observait principalement en ces moments.

Ainsi, les informations recueillis à cet effet confirment la triste réalité. En effet, dans le marché de Zè destiné uniquement à la vente des moutons, les prix sont passés de 50.000FCFA à 60.000FCFA à 70.000FCFA et 80.000FCFA. Dans la ville de Cotonou et environs, le prix d'un bélier raisonnable qu'on peut s'offrir avant à 80.000FCFA passe aujourd'hui à 150.000FCFA et plus dans certains marchés de la ville. A Parakou, il faudrait se munir de 50.000FCFA à 60.000CFA pour un bélier qui se vendait dans les marges de 35.000CFA à 40.000FCFA au plus. Sur le site de vente situé à Okédama à Parakou, c'est la taille qui détermine le prix, il faut pouvoir décaisser près de 300.000FCFA pour prétendre s'offrir un bélier estimé de grande taille au lieu de 150.000FCFA dans le passé. Un véritable luxe que ne peuvent pas se permettre plusieurs fidèles lorsqu'on sait que la majorité des fidèles sont au niveau du bas peuple dont la faim et la misère qui s'accroissent, ont rendu les choses encore plus pénibles cette année.

Par ailleurs, puisque la viande ne se consomme pas seule, les fidèles ont fait face à d'autres produits de consommation qui coûtent également cher.

Tout ceci n'est rien d'autre que les conséquences de la cherté de la vie qui frappe notre pays depuis un bon moment plongeant ainsi tous les Béninois dans une misère ambiante. Une vie chère planifiée à titre principal par le Président Talon et son clan.

Le peuple doit se serrer les ceintures, voilà le mot d'ordre qui a servi à dresser le tapis à la politique de ruine du gouvernement de la rupture depuis son avènement à la tête du pays. Ainsi, pour bien tenailler le peuple, de nouvelles taxes injustes sont créées, celles qui sont là avant sont doublées. Les secteurs vitaux sont pris en main par le dictateur et son clan avec la destruction des boutiques témoins. Voilà quelques faits qui illustrent la planification de la misère, la dégradation de la vie des Béninois. Et toutes les peines observées dans le rang des fidèles musulmans pour honorer cette fête en sont une preuve.

KOKOYE

ENCORE UNE FOIS A PROPOS DES AGISSEMENTS DU PREFET MEGBEDJI

Notes de la Rédaction

1- Des tentatives de défense qui plongent le Préfet MEGBEDJI.

Dans le dernier numéro de votre journal, il a été rapporté les actes de favoritisme et d'escroquerie du préfet MEGBEDJI dans le département du COUFFO. Un journal intitulé « Dynamisme Info » venu en défense du préfet le 27 juin 2023 écrit ceci : « **Approché justement pour prendre son avis de ce qui est ventilé au sein de l'opinion, l'ancien maire de la Commune de KLOUEKANME dont l'exemplarité est toujours mise en exergue et la gestion couronnée de plusieurs prix, distinctions et récompenses surtout en matière de bonne gouvernance, s'est dit surpris par les fausses accusations portées à son encontre. Dans son intervention, le Préfet Christophe MEGBEDJI laisse comprendre que les dirigeants de la structure ayant à charge les travaux, ont sollicité avant leur installation, l'appui de la préfecture et des mairies pour enregistrer les citoyens ayant le désir de travailler sur le chantier ; étape après laquelle les responsables de l'entreprise ont procédé au recrutement en joignant au téléphone, les postulants.** » Si on comprend bien, une société qui vient travailler dans le COUFFO s'adresse au préfet et aux maires pour lui trouver des employés ! A quoi sert alors la direction départementale de la fonction publique et du travail ? Voilà un gros aveu qui montre comment MEGBEDJI a transformé la préfecture du COUFFO en Agence Nationale pour l'emploi, où toutes les occasions sont bonnes pour placer ses zéloteurs et ses soutiens.

La Rédaction

2- MENACES DU PREFET MEGBEDJI ET DE SES SBIRES CONTRE « LA FLAMME »

Depuis la parution du dernier numéro de votre journal La FLAMME n° 507 du vendredi 23 juin 2023, qui a rapporté des agissements du préfet MEGBEDJI dans le COUFFO, c'est le branle-bas général au niveau de ses soutiens. Après les vaines tentatives de défenses dans des journaux à sa solde, c'est le commissaire de l'Arrondissement central d'Aplahoué, Monsieur SINGBO Norbert qui prend le relais. Ainsi le vendredi 30 juin 2023, il téléphone au Rédacteur en Chef de La Flamme, Denis SINDETE, pour lui demander le nom et le contact du correspondant de La Flamme qui a fait, selon lui, une dénonciation calomnieuse dans le numéro 507 du vendredi 23 juin 2023. Surpris par la demande du commissaire, le Rédacteur en chef demande si quelqu'un a porté plainte contre le journal. Ne voulant rien savoir, le commissaire menace en disant : « Si vous ne me donnez pas le nom et le contact de votre correspondant, je vais vous contraindre vous-même à arriver à Aplahoué. »

Ainsi, sans dire si l'article du journal n° 507 a été l'objet d'une plainte et de la part de qui, le commissaire Norbert SINGO menace de « contraindre » le Rédacteur en Chef de La Flamme à arriver à Aplahoué.

On attend de voir.

Mais en attendant, des correspondances sur les agissements du préfet MEGBEDJI continuent de nous parvenir.

La Rédaction

LES MAGOUILLES DU PREFET MEGBEDJI A PROPOS DES RELAIS COMMUNAUTAIRES

On observe actuellement encore des magouilles avec l'installation des relais communautaires. En effet, comme on le sait, les relais communautaires existaient mais sur la base du bénévolat. Ils n'étaient pas régulièrement rémunérés ; ils étaient commis aux opérations de vaccination et autres distributions de médicaments moyennant quelques indemnités ou primes. Après les réformes dans la santé, le gouvernement a décidé de donner un salaire de 50.000frs plus une moto aux relais communautaires. Rapidement, notre préfet est rentré dans la danse. Pour choisir ces relais, les élections ont été organisées avec fraude, des militants UPR sont privilégiés et désignés avant le vote. Dans plusieurs villages, les élections ont été reprises parce que les populations ont rejeté les résultats, accusant le préfet d'être à la base de ces fraudes. Il aurait donné des consignes aux chefs villages de tout faire pour faire passer des noms venant de lui ou des militants UPR. À certains endroits, les élections ont été reprises la nuit ou à une autre date sans informer les populations.

Voilà les agissements du préfet MEGBEDJI, grand récipiendaire des prix de bonne gouvernance tel que le décrivent les agents de son service de communication qui se prétendent journalistes.

Tognignan, depuis Aplahoué pour le journal La Flamme.

Echos des Régions

Manifestation des populations face aux zèles de la police

Adresse de l'Association Zém Sûrs-Parakou aux
zémidjans et à la population de Parakou

Judi 29 juin 2023, le Bureau Exécutif de AZS-P a rendu public un communiqué informant les conducteurs de taxi moto, la population, les défenseurs des libertés démocratiques de Parakou et du Bénin de l'arrestation du camarade Parfait GNANMI le mercredi 28 juin par le commissaire central de la police républicaine. Le commissaire l'accuse de tenir d'affirmation non vérifiée contre les agents de police.

Le Bureau Exécutif vient encore porter à la connaissance de la population, aux conducteurs de taxi moto, les organisations démocratiques que le camarade Parfait GNANMI et un autre conducteur de taxi moto aussi arrêté pour le même motif ont

été, hier effectivement, écoutés par le procureur près le tribunal de première instance de Parakou. A la suite de l'audition, les deux ont été relâchés mais convoqués pour le 27 juillet pour le jugement.

C'est une victoire des conducteurs de taxi moto, zémidjans de Parakou, de la population et de tous les défenseurs des libertés démocratiques. Le Bureau Exécutif d'AZS-P adresse ses félicitations aux zémidjans pour leur soutien indéfectible aux camarades injustement mis aux arrêts. Il remercie toutes les personnes, organisations démocratiques qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la libération des camarades.

Cependant, le Bureau Exécutif se demande ce qui motive la convocation des camarades. Ce que le commissaire central de la police républicaine à Parakou considère comme un mensonge est vérifié. Puisqu'il est établi que l'une des victimes de l'accident du nom de Ridwane ASSOUMA, adhérent d'AZICOP, a rendu l'âme à l'hôpital. Son corps a été enterré dans la journée d'hier. C'est un dossier vide à classer. Si quelqu'un doit répondre dans cette affaire, c'est le commissaire central qui utilise son autorité pour étouffer la vérité. Le Bureau Exécutif invite tous les conducteurs de taxi moto de Parakou à rester vigilants, mobiliser pour l'arrêt des poursuites contre les camarades.

**Parakou le 30 juin 2023.
Pour le Bureau Exécutif,
Razack SALAOU.**

Page Inter

Sommet de Paris sur le nouveau pacte financier Veines tentatives pour sauver un système moribond

Les 22 et 23 juin 2023, s'est tenu à Paris un sommet sur « le nouveau pacte financier » entre Macron et des dizaines de chefs d'État dont ceux d'Afrique. Selon www.Reuters.com, « l'objectif de ce sommet est de rénover d'urgence l'architecture internationale, née des accords de Bretton Woods en 1944 avec la création du Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. » Au cours de ce sommet, le principal initiateur Emmanuel Macron déclare « Nous avons un système financier qui est le fruit d'un consensus passé...mais qui ne va sans doute plus assez vite et qui n'est plus tout à fait adapté et qu'il faut réhabiliter et aligner sur nos objectifs. » (Cf. Discours de Macron sur Youtube). Plus loin dans son discours, il propose comme solutions palliatives :

« On a besoin de beaucoup plus de secteur privé. Il y a beaucoup de liquidité dans ce monde, beaucoup d'argent, je pense qu'on peut beaucoup mieux le faire fonctionner si cet argent et ces liquidités sont au service des progrès de la planète et de ce double défi : pauvreté et biodiversité. Pour cela, nous devons mobiliser beaucoup plus d'investissements privés vers les pays en développement, les grands pays émergents. Les dirigeants devraient pousser pour que les banques multinationales de développement, telles la Banque Mondiale prennent davantage de risques avec leurs capitaux afin de stimuler les prêts » (Cf. www.Reuters.com).

A travers ses déclarations, Macron reconnaît la désuétude du système financier établi en 1945 pour le renforcement de

l'hégémonie des puissances occidentales, et notamment celle des USA avec le dollar et l'imposition des règles de pillages des pays arriérés.

Ensuite, les solutions palliatives ne sortent pas des sentiers battus de la domination du capital financier : « on a besoin de beaucoup plus de privé, plus d'investissements privés », alors que tous les analystes conséquents observent qu'on a besoin de beaucoup plus d'Etat et de représentation des populations pour faire face aux défis. »

Mais on se demande pourquoi Macron se voit obligé de convoquer ce sommet. On sait que les pays africains et ceux sous domination française comptent parmi les plus grandes victimes des institutions de Bretton Woods, la Banque Mondiale et le FMI, avec les diktats des Programmes d'Ajustement Structurel et leurs corolaires qui font le bonheur des Club de Paris, Club de Londres, Club de Rome... La France a d'ailleurs occupé la direction générale du FMI pendant des décennies. Avec l'éveil des peuples africains qu'on observe aujourd'hui, tout le monde reconnaît que ça ne peut plus continuer comme avant. Donc ce pourquoi on a réprimé et l'on continue de réprimer les patriotes combattants revient de force aujourd'hui. Si ce système inique de pillage disparaît la première victime est l'impérialisme français qui vit de ce système et ce n'est pas étonnant de voir Macron appeler les chefs d'État africains comme le maître qui invite ses élèves pour faire le nombre.


Par ailleurs, les contradictions entre puissances, anciennes et celles émergentes font que les BRICS proposent une autre alternative en remplacement des institutions de Bretton Woods. Le prochain sommet des BRICS en Afrique du Sud le dit ouvertement et clairement. Un véritable casse-tête pour la France qui craint de perdre son Empire en Afrique. Sentant le vent, l'impérialisme français gesticule pour s'accrocher et s'agite. Alors, on ne pouvait pas tenir un tel sommet sans souhaiter que des pays représentatifs des BRICS y soient. On comprend alors la présence de ces derniers à une telle réunion car il faut aussi se positionner pour le nouveau monde à venir.

Réformer un système dépassé et inadapté, en fait en faillite, face au nouveau qui se construit avec des acteurs concurrents conscients est chose impossible. De ce fait, les spécialistes qui analysent la situation ont raison de dire que le sommet a accouché d'une souris.

Le vrai problème qui se pose, est la fin du système d'exploitation impérialiste. Tant qu'il continuera, le même problème d'exploitation demeurera.

K.Clénon

Campagne de sociofinancement de l'Alliance Pour la Patrie (APP)



ALLIANCE POUR LA PATRIE (APP)
01BP 2582 Cotonou, Recette principale. Rép. du Bénin ;
Tel : (+229) 95 42 33 98 /66 16 01 69
contact@app-benin.org Facebook : Alliance Pour la Patrie - APP

M.....

**SOUTENEZ PAR DES DONS LES ORGANISATIONS
DES PATRIOTES BENINOIS POUR AIDER LES
POPULATIONS DU BENIN A CONNAITRE LEURS
DROITS ET DEVOIRS DE CITOYENS ET A SE
PRENDRE EN CHARGE.**

Les patriotes béninois sont mobilisés dans et autour des organisations comme l'APP (Alliance Pour la Patrie) composée de partis politiques (PCB, PSD Bélier et CDP), des organisations de masse de la Jeunesse, de Femmes, de paysans. Sans oublier les patriotes des organisations patriotiques de travailleurs (CSTB), de défense des droits de l'Homme et du citoyen (ODHP) et d'autres.

Leurs activités visent à élever la conscience des populations sur leurs conditions de vie et les amener à s'intéresser à la manière dont le pays est dirigé. Bref, il faut aider à faire de nos compatriotes des citoyens conscients de leurs droits et devoirs à défendre contre toute forme d'injustice et d'oppression.

Pour y parvenir, les patriotes organisent des conférences pour la formation de la jeunesse et s'efforcent de développer une presse indépendante dont le contenu essentiel est traduit en langues nationales de chaque localité. Cela demande des équipes de collecte d'informations fiables, des équipes d'analystes et de traitement des informations publiables. Cela nécessite la mobilisation de moyens humains, techniques et financiers.

C'est pour poursuivre et amplifier ce travail de salubrité publique et de haute portée civique et patriotique que nous sollicitons votre soutien. Faites des dons, cela vaut la peine. Les équipes des Patriotes nous attendent.

Vos dons peuvent être envoyés aux numéros suivants :
(+229) 95 42 33 98 (ADJINDA Dahindé Julien) et
66 16 01 69 (ASSE Yaovi André)

Le Président,

Philippe NOUDJENOUME

Soutenez l'APP par vos dons

**Levons-
nous
contre la
faim et la
cherté de
la vie au
Bénin !**

Envoyez-nous vos impressions aux adresses suivantes :

Mail: particommunistedubenin@yahoo.fr

SMS / Whatsapp: +229 97 26 36 20

PARTI COMMUNISTE DU BENIN



www.la-flamme.org